

Manque de personnel autorisé

Position de la Société suisse des pharmaciens pharmaSuisse

27.07.2022

pharmaSuisse estime que les pharmaciennes et pharmaciens diplômés sans autorisation de pratique sous leur propre responsabilité, mais au bénéfice de plusieurs années d'expérience, ainsi que les pharmaciennes et pharmaciens diplômés en formation postgrade en pharmacie d'officine doivent avoir le droit de remplacer le ou la pharmacienne titulaire plusieurs heures par semaine et durant une certaine période par année, et ce dans tous les cantons.

Contexte

Pour pouvoir exercer leur profession sous leur propre responsabilité et devenir fournisseurs de prestations à charge de l'assurance obligatoire des soins, les pharmaciens doivent obtenir une autorisation cantonale. Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'obtention de cette autorisation de pratique est subordonnée à l'obtention d'un titre postgrade fédéral (LPMéd art. 36 al. 2). Les cantons réglementent les conditions dans lesquelles les pharmaciens diplômés sans autorisation de pratique sous leur propre responsabilité peuvent remplacer les pharmaciens titulaires. Les personnes concernées sont les pharmaciens n'ayant pas pu faire valoir leur expérience et formation continue durant la période transitoire (notamment les personnes ayant réduit leur taux d'activité durant plusieurs années), les pharmaciens en provenance de l'étranger (aucune formation postgrade étrangère n'est actuellement reconnue comme équivalente au titre de pharmacien-ne spécialiste en pharmacie d'officine en Suisse) et les pharmaciens nouvellement diplômés en cours de formation postgrade fédérale en pharmacie d'officine.

Position et motivation

Cet état de fait crée d'une part une disparité cantonale amenant à une inégalité de traitement des pharmaciens disposant du même diplôme fédéral (des pharmaciens qui ont obtenu un diplôme fédéral universitaire sont partiellement empêchés d'exercer leur profession) et, d'autre part, à un manque en personnel autorisé pour couvrir les heures d'ouverture des pharmacies. La charge de travail sur les pharmaciens autorisés s'accroît et a été particulièrement exacerbée lors de la pandémie covid-19.

La transformation de la profession de « distributeur spécialisé » à prestataire de soins (vaccination, diagnostic et traitement des maladies courantes, entretien de soutien à la *compliance*, assistance pharmaceutique, etc.) implique une plus grande présence du pharmacien auprès des patients et institutions, en plus de ses activités séculaires de délivrance de médicaments. Les changements sociétaux, l'accroissement du nombre de femmes devenues majoritaires dans la profession, le prolongement des heures d'ouverture pour répondre aux besoins de la clientèle et du système de santé nécessitent des ressources humaines conséquentes. Dans les régions périphériques, le manque de pharmaciens est plus criant encore, car effectuer la formation postgrade fédérale en pharmacie d'officine nécessite des déplacements fréquents. De ce fait, les pharmaciens « expatriés » pour suivre leurs études ne rentrent pas dans leur canton d'origine pour effectuer leur formation postgrade et s'installent in fine ailleurs.

pharmaSuisse est sensible aux difficultés de recrutement de personnel.

Revendication

Un pharmacien ayant débuté sa formation postgrade fédérale en pharmacie d'officine doit être autorisé, après un certain laps de temps, à travailler seul plusieurs heures par semaine, puis sur de plus longues périodes.

Les pharmaciens qui n'ont pas pu obtenir l'autorisation d'exercer à titre indépendant durant la période transitoire et ne souhaitent pas acquérir le titre de pharmacien spécialiste en pharmacie d'officine pour les raisons qui leur sont propres doivent bénéficier des droits acquis et avoir la possibilité de continuer de pratiquer leur métier sous la responsabilité d'un ou d'une pharmacienne autorisée. pharmaSuisse s'oppose fermement à toute interdiction de pratique à titre dépendant. Ces pharmaciens doivent pouvoir travailler seuls plusieurs heures par semaine et plusieurs semaines par années (vacances du titulaire), comme pratiqué jusqu'en 2018 (reconnaissance des années d'expérience).

Les pharmaciens étrangers avec diplôme reconnu, ayant plusieurs années d'expérience, y compris à l'étranger, devraient avoir les mêmes droits que les pharmaciens suisses sans titre postgrade, ainsi que les mêmes droits que ces derniers s'ils sont en formation postgrade fédérale en pharmacie d'officine, à condition qu'ils aient un niveau de compétence linguistique adéquat. Tous les diplômés de l'Union européenne et du Royaume-Uni devraient voir leur diplôme reconnu, qu'ils en soient citoyens ou non.

Un pharmacien pouvant attester d'une expérience officinale jugée suffisante, devrait pouvoir bénéficier d'un curriculum de formation postgrade simplifié (limité aux domaines de connaissances qui ne sont pas acquis par l'expérience pratique) pour obtenir le titre de pharmacien spécialiste en pharmacie d'officine

La responsabilité du choix et de l'engagement du remplaçant incombe au responsable de la pharmacie. Durant l'absence du responsable, un pharmacien possédant l'autorisation de pratique à titre indépendant doit rester en contact étroit avec le pharmacien remplaçant. Un pharmacien au bénéfice d'une autorisation peut au maximum superviser un pharmacien sans autorisation de pratique sous sa propre responsabilité (y compris dans une autre pharmacie). A l'heure du télétravail, les activités nécessitant une supervision, une évaluation et une décision professionnelle peuvent être effectuées à distance.

Contact: publicaffairs@pharmasuisse.org